

Que de candidats potentiels!

C'est une véritable précipitation que de se déclarer de si tôt candidat à l'élection présidentielle 2007, alors que deux longues années nous en séparent et que les dés sont encore très loin d'être jetés.

Cela est d'autant plus vrai que le pays a été plongé dans une telle zone de turbulence politique avec des militaires au Pouvoir depuis le 3 août 2005, que rien ne doit être pris pour argent comptant, même si le CMJD n'a signé qu'un "contrat à durée déterminée" de 24 mois à la tête du pays avant de remettre le gouvernail aux civils et rentrer dans leurs casernes.

Certes, le séisme tellurique du 3 août 2005 a faussé tous les calculs et le compte de la démocratie est remis à zéro, les deux chambres du Parlement ayant sauté et, n'eût été la bonne volonté des militaires de revenir très vite à la légalité constitutionnelle en laissant les partis politiques poursuivre leurs activités, ce serait à la musique militaire et au bruit des bottes que danserait aujourd'hui la scène. D'ailleurs, en gage de sa bonne volonté de neutralité et de transparence, le CMJD n'a-t-il pas adopté une ordonnance constitutionnelle relative à l'inéligibilité du Président et des membres du CMJD, ainsi que du premier ministre et des membres du gouvernement pour les prochaines élections législatives et présidentielles.

Les candidats potentiels des Partis politiques

C'est, sans nul doute, cet engagement solennel de rester hors course qui a précipité certains leaders politiques à dire tout haut (Chbih Ould Cheikh Malainine, président du FP) ou tout bas (Ahmed Ould Daddah, président du RFD) qu'ils sont candidats à la future élection présidentielle. Veulent-ils ainsi mobiliser, bon gré, mal gré, tous les leurs avant que la tribu ne s'éparpille en quittant le PRDS où elle adhérerait dans la démocratie du pouvoir déchu ? Peut-être bien, sinon comment expliquer cet empressement ? Un dangereux calcul qui augure d'un caractère tribal, clanique, régionaliste et sectaire des élections prochaines, alors que tout le monde s'accorde à vouloir rompre avec les pratiques anciennes qui avaient caractérisé la première démocra-

tie quatorze ans durant (de 1991 à 2005).

Quoiqu'il en soit, nombre de partis politiques fourbent leurs armes pour porter leurs présidents à la candidature suprême. Pourtant, le discours politique et les programmes qui étaient en leur possession pour affronter le président déchu, Ould Taya, ne sont plus à l'ordre du jour et ils doivent se donner le temps d'élaborer des discours mobilisateurs et surtout nouveaux pour convaincre l'opinion nationale. Car, le malheur de la politique, en Mauritanie, c'est que tout le monde connaît tout le monde. Mieux : chacun sait exactement qui roule pour qui. Après quatorze ans de pratique démocratique, même caricaturale, nous pensons que les hommes politiques savent pertinemment que les électeurs sont restés tout de même, les mêmes.

suite en P.3



Présidentielles 2007 :

Que de candidats potentiels!

Peut-être y'aura-t-il dans l'arrivée programmée de ce qui se considérait "l'opposition en exil", d'une ou de deux figures de plus dans l'arène pour "doper" un leader déjà à la tête d'un parti politique depuis des lustres ? Mais, même avec cet apport nouveau qui s'ajouterait à la classe, rien de magique ne réussira à changer la donne : cette ex-"opposition en exil", déjà en déphasage avec la réalité du pays depuis plus d'une décennie, ne pèse aucun poids sur l'échiquier politique, n'a aucun électorat, et par conséquent, passera comme "l'odeur d'une pierre", inaperçue.

Ainsi, donc, en attendant la formation de nouveaux partis politiques qui viendront torpiller les structures mêmes des anciens partis et saper leurs électorats, ce seront, en plus des candidats précités (Chbih et Ahmed), les éternels Messaoud Ould Boulkheir, président de l'APP (dont le souci premier sera de garder son aura haratine, convoitée par Boidiel et Sghair, mais avec laquelle il est sûr de réaliser un score honorable - sans douter un instant qu'elle ne lui ouvrira pas les portes du Palais-), Moulaye Ould Jiyed du PMRC, (pour ne pas rater son unique rendez-vous électoral), ou des "bien connus" comme Cheikh Ould Horma Ould Babana, dont le parti, le PCD, avec celui de "l'animal politique", Moustapha Ould Abeiderrahmane, sont en passant d'être reconnus, qui se hâteront à se présenter. Pour nombre d'observateurs, l'essentiel n'est pas là mais bien de savoir si ces potentiels candidats auront des programmes politiques convaincants et des projets de société viables.

Au PRDS, où les membres du Bureau Exécutif, à une ou deux figures près, sont rejetés par la base, les choix pourraient porter sur Boidiel Ould

Houmeid ou Mohamed Mahmoud Ould Jaavar, sachant que le Congrès ordinaire du 21 octobre aura à désigner le futur dirigeant du Parti, non pas parmi des ténors et des barons, dont le souci premier doit être de maintenir sur la scène le PRDS, mais plutôt parmi la nouvelle vague. C'est peut-être pourquoi, l'apparition de Mohamed Mahmoud Ould Jaavar, actuel ambassadeur au Japon, et surtout jeune membre du Conseil national à cheval entre la Vallée (Guidimakha) et l'Assaba n'est pas fortuite.

Au RDU, on multiplie les réunions et on s'active à préserver sa place de choix sur l'échiquier politique et donner l'image d'être "l'un des plus grands", "le parti-réconciliateur qui a brisé la glace" et "le fervent défenseur de la démocratie" dont le soutien futur à un candidat ou un autre à défaut de présenter son propre candidat sera déterminant dans la course au Palais Ocre.

Au parti Sawab, la candidature de Ismail Ould Amar, déjà dans le vent, on n'oublie pas que le pays profond, particulièrement le Hodh Charghi est un réservoir électoral qui peut être acquis.

A l'UDP, l'activisme dont on a fait preuve ces derniers jours en organisant le premier meeting de l'après 3 août (celui de l'APP était programmé bien avant le 3 août!) et en enchaînant les prises de contacts avec d'autres formations politiques, l'on ose penser que Naha Mint Mouknass, seule femme à diriger un parti, jouera la carte de la parité pour se faire une place au soleil présidentiel.

A l'UFP, la base risque de faire défaut, même si leur école de la démocratie a toujours séduit et l'expérience a déjà montré que c'est au candidat de venir à elle.

Chez les autres partis ou "partillons", l'attentisme sera de rigueur pour scruter

le ciel, dans l'espoir de trouver l'oiseau rare, ce candidat indépendant, auquel ils serviront de rampe de lancement.

Les candidats potentiels des Wilayas

Un positionnement sur la ligne de départ pour la présidentielle prochaine qui se précise de plus en plus pour chacune des Wilayas du pays, lesquelles s'y mettent déjà en tentant de sortir de leurs lots les hommes présidentiables capable de faire consensus autour d'eux.

Cela, en tenant bien sûr compte des dirigeants des partis politiques qui en sont issus et de leur poids sur la scène nationale, mais parfois uniquement parce qu'elles n'acceptent pas de ne pas avoir de candidat.

C'est le cas, par exemple, au Hodh Charghi, où, à défaut de mieux, l'on se résignera à présenter Mohamed Lemine Ould Guig, Cheikh El Avia Ould Mohamed Khouna, tous deux anciens Premiers ministres ou Hamoud Ould Ely, ex-Commissaire à la Sécurité Alimentaire. Un Ahmedou Ould Sidi Ould Hanena serait pourtant le bienvenu, mais étant porte-parole du courant Haidalla, il risque de ne pas être suivi des siens, son cousin, le président du parti Sawab se laissant aller au choix de son Parti qui pourrait être plus bénéfique ailleurs qu'au Hodh Charghi et sous la houlette d'un autre homme.

Cela est d'autant plus vrai qu'au Brakna la candidature de Ismail Ould Amar (Parti Sawab) est très souhaitée même si un deuxième candidat pourrait être proposé, à savoir Sidi Ould Cheikh Abdallahi, ancien ministre de Mokhtar Ould Daddah et expert des institutions internationales.

Au Hodh El Gharbi, la candidature de

Sidi Ould Ahmed Deya ou de Khattri Ould Jiddou serait recherchée et, le cas échéant, Dah Ould Cheikh qui jouit d'un consensus au sein du courant islamiste dans sa totalité, des voix des notabilités et qui est un homme d'affaires suffisamment riche pour s'autofinancer pourrait être retenu.

En Assaba, en dehors du duel éternel entre Mohamed Abderrahmane Ould Moïne et Mohamed Mahmoud Ould Mohamed Radhi, "le dernier des Mohicans", un outsider risque de venir fausser les calculs. Il s'agit de Moustapha Limam Chaafi dont la candidature, au nom du père, profitera du soutien des Cavaliers du Changement et de Saleh Ould Hanena qui se refusera à faire de l'ombre, dans sa wilaya du Hodh Gharbi, à Ahmedou Ould Abdallah.

Au Trarza, Ahmed Ould Daddah est déjà le candidat favori, mais Mohamed Yehdih Ould Moctar El Hacen pourrait bien le devancer, sachant que ce riche homme d'affaires, d'une origine à cheval entre l'Inchiri et le Trarza doit avoir tiré profit de son expérience au PRDS.

Au Tagant, "l'animal politique" Moustapha Ould Abeiderrahmane ne cache pas ses intentions depuis qu'il a annoncé la création de son un parti politique.

Au Tiris Zemmour, comme de par le passé, il n'y a pas de prétentions déclarées ni de charisme avéré pour tomber d'accord sur un candidat.

De même qu'en Adrar et en Inchiri, la pesanteur du pouvoir perdu et du pouvoir conquis, feront s'effacer les candidats potentiels comme Ahmed Ould Sidi Baba, laissant libre cours aux politiciens de la Wilaya de se draper dans des partis politiques afin de reprendre le pouvoir.

Ainsi, qu'ils le crient tout haut ou le disent tout bas, bien des candidats et des Wilayas fourbent déjà leurs armes comme si c'était pour ce soir.

MOHAMED OULD KHATTAT